

LE FRANÇAIS ET LES SCIENCES

PAR YVES GINGRAS

Le problème n'est pas nouveau. À l'instar du débat linguistique au Québec, il semble que la question de la langue utilisée par les scientifiques francophones dans leurs publications savantes se pose de façon récurrente. Au cours des 12 dernières années, elle a même été soulevée à au moins trois reprises.

En septembre 1976, l'Américain Eugene Garfield, bien connu à titre de président de l'Institute for Scientific Information de Philadelphie et pour ses nombreux « éditoriaux » publiés régulièrement dans *Current Contents*, donna le coup d'envoi dans la revue française *La Recherche*. Sous le titre « La science française est-elle trop provinciale? », Garfield enjoignait les scientifiques français de publier leurs travaux en anglais s'ils ne voulaient pas être complètement marginalisés à l'intérieur de la communauté scientifique internationale. À cette époque, la réaction des scientifiques français fut assez vive, certains qualifiant « d'impérialiste » l'attitude de Garfield, qui a le pouvoir de décider si une revue sera incluse ou non dans son désormais célèbre *Science Citation Index*. En fait, l'intervention de Garfield ne faisait que signaler un phénomène de fond : la diminution constante de la portion des publications en langue française dans l'ensemble de la production mondiale, diminution qui s'explique essentiellement par le fait que de plus en plus de chercheurs francophones rédigent leurs travaux en anglais¹. Comme il est d'usage dans le milieu universitaire, cette prise de conscience entraîna la tenue de congrès où linguistes et scientifiques allaient approfondir leur connaissance du phénomène et des causes. D'abord attaqués, les Français réagirent les premiers avec le Colloque d'Orsay, tenu en 1980 sous le titre « Le français chassé des sciences »². Au Québec, le Conseil de la langue française, alerté par les interventions répétées de Pierre Demers et d'Arnold Drapeau, organisa à Montréal, en 1981, un colloque international sur le thème « L'avenir du français dans les publications et communications scientifiques et techniques »³. Le débat était alors suffisamment important pour qu'en 1982, la vénérable Académie des sciences de Paris se sente tenue de produire son propre rapport sur le sujet⁴. À chacune de ces occasions, la presse française et les médias québécois firent écho aux inquiétudes des scientifiques pendant quelques semaines et retournèrent ensuite aux affaires courantes.

Aujourd'hui, la place du français dans les publications scientifiques fait encore la une des journaux, mais uniquement au Québec. Cette fois, le contexte est différent. Ce n'est plus un Américain qui vient semer la pagaille mais, paradoxalement, les dirigeants de l'Institut Pasteur à Paris. En effet, soucieux de transformer une revue moribonde (*Les Annales de l'Institut Pasteur*) en trois revues « truly international » (*Research in Microbiology*, *Immunology*, *Virology*), la direction décidait récemment de passer à l'unilinguisme anglais, c'est-à-dire d'interdire l'usage du français dans ses nouvelles revues. Dans l'euphorie de la dernière mode parisienne, qui veut que tout ce qui se dit en anglais soit plus vrai et plus chic, la décision est passée totalement inaperçue

en France, alors que 10 ans auparavant, on trouvait encore des scientifiques français pour s'offusquer des remarques de Garfield.

En fait, on doit à la vigilance d'un scientifique québécois, Arnold Drapeau, d'avoir alerté l'opinion publique, dont l'indignation a fini par atteindre l'oreille des ministres français concernés. Incrédule, Alain Decaux, ministre responsable de la francophonie, n'a pu que qualifier la situation « non seulement de scandaleuse, mais de profondément absurde ». En effet, probablement emportés eux aussi par la vague d'anglophilie qui déferle sur Paris (pour combien de temps?), les dirigeants de l'Institut Pasteur n'ont probablement pas pris le temps de réfléchir aux conséquences de leurs décisions. Faisons-le donc à leur place, même si, revenus de leur étourderie, ils ont tout juste annoncé qu'ils continueraient d'accepter des publications en français⁵.

L'objectif de créer une revue internationale est louable. Plusieurs revues françaises ont trop souvent l'habitude de limiter la composition de leur comité de rédaction à des savants actifs à l'intérieur de l'Hexagone, ce qui donne un caractère local à leurs revues. Imitant en cela une pratique courante dans plusieurs revues européennes, l'Institut Pasteur aura voulu apporter sa contribution à l'Europe de 1993 en élargissant le contrôle rédactionnel de ses revues à des chercheurs d'autres pays. À cela, rien de répréhensible. Au contraire, c'est une excellente façon de relancer une revue qui n'avait pas réussi à s'adapter aux méthodes modernes de l'édition scientifique. La situation devient cependant problématique quand le raisonnement des dirigeants de l'Institut les amène à confondre *international* et *unilinguisme anglais*, interdisant ainsi à leurs concitoyens scientifiques (sans parler des francophones des autres pays) d'utiliser leur langue maternelle pour publier dans les revues de l'Institut Pasteur! C'est peut-être à cette conséquence curieuse de leur raisonnement que le ministre Alain Decaux pensait en parlant d'une décision « absurde ».

Réfléchissant à tête reposée, il est pourtant facile d'admettre qu'une revue *internationale* puisse (et même doive) être *multilingue*. Il est plus difficile d'accepter qu'une telle revue soit unilingue⁶. Cette confusion entre l'utilisation d'une langue et le caractère international ou non d'une revue s'explique par le fait que dans la pratique, plusieurs revues *nationales* (qu'on pense à *Science*, la revue de l'American Association for the Advancement of Science) qui sont, pour des raisons légitimes, publiées en une seule langue — en l'occurrence l'anglais — ont une diffusion et un impact mondiaux. Une revue qui se prétend *internationale*, c'est autre chose. La décision d'avoir un comité de rédaction comportant des membres de plusieurs pays devrait s'accompagner de l'acceptation des langues représentées par ces différents chercheurs, ce qui est d'ailleurs souvent le cas.

En un sens, la bourde (car c'est bien de cela qu'il s'agit) des dirigeants de l'Institut Pasteur n'aura pas été totalement inutile si elle nous fait prendre conscience que la diffusion en français de travaux scientifiques n'est pas condamnée à se faire unique-

Historien et sociologue des sciences, Yves Gingras est chercheur au Centre de recherche en développement industriel et technologique (CREDIT) à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

ment dans des revues unilingues françaises qui, comme la grenouille voulant imiter le bœuf⁷, seraient à la recherche d'un prestige équivalent à celui des plus grandes revues anglo-saxonnes. En effet, les scientifiques qui, pour une raison ou une autre, tiennent à diffuser leurs travaux dans une langue qu'ils maîtrisent complètement, pourraient rappeler aux nombreuses revues qui se disent « internationales » qu'ils ne peuvent légitimement exclure des langues représentées au sein de leur comité de rédaction. Car si, en fin de compte, il faut accepter que les scientifiques soient entièrement libres de choisir le lieu et la langue de publication de leurs travaux, on ne devrait pas accepter que des revues vraiment *internationales* interdisent l'utilisation d'une langue. ■

Notes et références

1. Pour une analyse de ce phénomène, voir Yves GINGRAS, « La valeur d'une langue dans un champ scientifique », *Recherches sociographiques*, vol. 25, n° 2, 1984, p. 285-296.
2. *Le français chassé des sciences*. Actes d'un colloque tenu à la Faculté de Paris-Orsay, présentés par Noëlle de CHAMBRUN et Anne-Marie REINHARDT, CIREEL, Paris, 1981.
3. CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE. *L'avenir du français dans les publications et communications scientifiques et techniques*, Québec. Éditeur officiel du Québec, 1983, 3 volumes.
4. *Rapport de l'Académie des sciences sur la langue française et le rayonnement de la science française*, Paris, avril 1982, 19 pages.
5. Il est vrai qu'il sera difficile de vérifier s'ils mettront en application ce qui apparaît maintenant comme une « concession ».
6. À moins que la décision de l'Institut n'ait été dictée moins par le souci d'être « international » que par la maison Elsevier, qui s'occupe de la production et détient les droits d'auteur sur les articles...
7. Car il ne faut pas oublier que les articles publiés en français n'occupent pas plus de 5 p. cent de la production mondiale d'articles scientifiques.

**«La science n'a pas de patrie,
mais le savant en a une.»**

Louis PASTEUR

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

Depuis le colloque international sur l'avenir du français dans les communications et les publications scientifiques et techniques qu'il a organisé en 1981, à Montréal, le Conseil de la langue française a cherché à développer chez les scientifiques québécois une prise de conscience des répercussions de leur attitude et à obtenir leur engagement à publier davantage en français.

Le Conseil a également cherché des alliés en France, en Belgique et parmi ceux qui, au sein de la francophonie, travaillent à assurer le prestige du français dans les sciences et la technologie.

Par son action concertée, le Conseil de la langue française invite les chercheurs et chercheuses de langue française à contribuer à l'édification d'un espace scientifique francophone, domaine vital de l'expression d'une francophonie moderne et dynamique.

Afin de fournir aux scientifiques francophones des revues de qualité qui leur permettent de publier, en français, les résultats de leurs recherches, le Conseil, en collaboration avec d'autres institutions québécoises, a participé, avec la France et la Communauté française de Belgique, au démarrage de quatre revues :

*Médecine / Sciences,
Revue internationale des sciences de l'eau,
Technologies de l'information et société,
Revue internationale PME. Économie et gestion
de la petite et moyenne entreprise.*

PIERRE MARTEL, président

Le CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE

souhaite un franc succès à l'initiative de l'ACFAS qui, à l'occasion de son 57^e congrès, inaugure son volet international sous le thème

«La science en français.»